

Le Burundi reçoit 1,5 milliards de dollars d'aide publique au développement

PANA, 15/11/2010 Bujumbura, Burundi - Le Burundi a reçu des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux quelque 1,5 milliards de dollars américains au titre d'Aide publique au développement (APD) au cours de ces trois dernières années, apprend-on de source officielle à Bujumbura. Un taux de 43% de ce montant a financé des actions humanitaires comme la lutte contre la famine, a déclaré, lundi, le secrétaire permanent du Conseil national de coordination des aides (CNCA) lors d'une séance publique d'évaluation de l'APD du Burundi.

Le contrôle des aides allant aux actions humanitaires n'a pas été facile à effectuer du moment qu'elles ne passent pas toujours par des circuits officiels, a déclaré le responsable du CNCA. Le montant qui est retourné chez les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux sous forme de salaires à leurs agents expatriés représente 23% de l'aide globale, selon la même source. La part qui est revenue aux projets de développement ne représente que 34% des aides de la communauté internationale des bailleurs de fonds du Burundi, a encore indiqué le secrétaire permanent du CNCA. Les projets financés par ces aides sont ceux des domaines des infrastructures routières, sanitaires et scolaires. Au nombre des difficultés de gestion de la manne financière internationale qui se posent au CNCA figure la 'fragmentation' des aides qui parviennent au pays en plusieurs petites tranches d'une multitude de bailleurs de fonds, créant des coûts administratifs parfois inutiles. Par ailleurs, les bailleurs de fonds ne révèlent pas toujours leurs plans de dépense suffisamment à temps pour permettre au pays de planifier bien à l'avance les programmes à financer. Au cours des cinq prochaines années, le secrétaire permanent du CNCA a recommandé que l'Etat burundais dispose suffisamment de moyens financiers mis à sa disposition par la communauté internationale pour aider le secteur privé à se développer. On rappelle que le budget national de l'Etat burundais est constitué aujourd'hui encore à plus de 52% des aides financières venant de l'étranger.